

Néanmoins nous devons reconnaître que le Directoire fit des choses bonnes et utiles; il ordonna entre autres la fermeture de la Bourse, ce temple du vol légal, et poursuivit activement les agioteurs qui ruinaient le crédit public; il termina également les négociations avec l'Autriche pour l'échange de la jeune fille de Louis XVI contre les députés Quinette, Bancal, Lamarque, Camus et le ministre Beurnonville, livrés par le traître Dumourier, ainsi que Drouet, Maret et Sémonville, qui avaient été arrêtés par les impériaux au mépris du droit des gens.

Le nouvel ordre de choses, malgré les précautions extraordinaires dont il s'entourait, vit plusieurs fois son existence menacée par les royalistes et par les républicains. Il dompta les premiers en faisant fermer les clubs qu'ils avaient établis sous le nom de Société de Noailles. Quant aux seconds, il fut contraint d'employer les moyens extrêmes pour les soumettre. Les démocrates purs échappés aux proscriptions des thermidoriens et des monarchistes s'étaient réunis en aggrégation et avaient formé le club des Panthéonistes, placé sous la présidence du journaliste Babœuf, créateur d'une nouvelle théorie politique. Leur but était de préparer un mouvement insurrectionnel, d'anéantir la constitution de l'an III, non pour substituer un gouvernement à un autre, puisqu'ils avaient expérimenté que sous une monarchie comme sous une république les riches accaparaient le pouvoir et opprimaient les prolétaires, mais pour changer entièrement l'organisation sociale, et établir en principe que la propriété individuelle étant l'unique cause de l'esclavage des hommes, on devait fonder les sociétés sur

une communauté de biens, de travaux et de jouissances. Le Directoire, effrayé du progrès que le babouvisme faisait dans les masses, prit le parti d'ordonner la dissolution de la société. Bonaparte, général en chef de l'armée de l'intérieur, se trouva chargé de faire exécuter le décret, et vint lui-même procéder à la fermeture de la salle.

Cette persécution, loin d'abattre le courage des patriotes, servit au contraire à accroître leur audace, en leur démontrant l'urgence de donner une nouvelle impulsion à leurs doctrines pour en accélérer la réalisation. Ils instituèrent d'abord un comité de salut public, composé des citoyens Antonelli, Buonarotti, Sylvain Maréchal et Babœuf; ensuite ils créèrent un conseil des douze, qui avait mission de propager leurs idées parmi les soldats, dans la milice nationale et surtout parmi les classes ouvrières; enfin, quand ils jugèrent le moment favorable, ils dressèrent un acte insurrectionnel, et se préparèrent à donner le signal de la nouvelle révolution. Malheureusement des traîtres s'étaient glissés dans leurs rangs. Le ministre de la police fut instruit de ce qui se passait; les chefs des conjurés furent arrêtés, transférés à Vendôme, jugés par la haute cour nationale qui siégeait dans cette ville, et condamnés à mort. Babœuf, pour éviter l'échafaud, se poignarda dans sa prison.

Si le Directoire parvenait fatalement à étouffer tout esprit national, à dominer les classes aisées de la société, à annihiler l'impulsion que la Montagne avait imprimée aux masses, il n'en était pas de même à l'égard de l'armée, qui avait conservé dans toute leur pureté les idées républicaines. Il faut dire aussi qu'une des causes déterminantes de cette

situation exceptionnelle de l'armée était dans la direction tout à la fois prudente et énergique de Carnot, qui avait été chargé par ses collègues des mouvements militaires et de la conduite des troupes. Ce fut lui qui conçut et mit à exécution cet admirable plan de guerre, qui consistait à envahir le territoire ennemi en Italie et en Allemagne, pour contraindre les rois coalisés à s'éloigner de nos frontières, et pour soulager les finances de la République en entretenant les troupes sur les provinces conquises. Il choisit pour le seconder dans ses projets des généraux actifs, entreprenants, pleins d'ardeur, et qui avaient leur réputation à faire : Jourdan fut envoyé à l'armée de Sambre-et-Meuse ; Moreau à celle de Rhin-et-Moselle, en remplacement de Pichegru, dont on soupçonnait déjà les liaisons avec les émigrés ; le commandement en chef de l'armée d'Italie fut donné au général Bonaparte, qui atteignait alors sa vingt-septième année, et qui venait d'épouser Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve du vicomte de Beauharnais.

Le jeune général se hâta d'accourir à Nice, où se trouvait l'arrière-garde de son armée, qui attendait dans le dénûment le plus absolu des secours d'argent et des renforts. L'effectif de ses troupes était de quarante-deux mille soldats, et il avait devant lui l'armée autrichienne forte de quarante mille hommes, et celle des Austro-Sardes qui en comptait vingt-deux mille. Bonaparte commença par faire payer aux troupes la solde arriérée afin de rétablir la confiance ; ensuite il s'élança en avant, culbuta les ennemis, remporta les victoires de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, de Castiglione et d'autres encore ; força le roi de Sardaigne

à capituler, lui fit céder à la France la Savoie, Nice, Tende ; contraignit le roi de Modène à poser les armes ; le souverain pontife à faire sa soumission ; s'empara des villes de Crémone, de Milan, de Mantoue ; battit trois généraux en chef, Beaulieu, le feld-maréchal Wurmser et l'archiduc Charles ; et amena l'empereur d'Autriche à demander la paix. Cette campagne d'Italie ne fut qu'une suite de victoires aussi brillantes que fécondes en résultats. Bonaparte exerça naturellement une grande influence dans les traités : comme il avait été l'âme de la guerre, il devint l'âme de la pacification et régla les destinées de l'Italie ; il créa la République Cisalpine, qui comprenait les villes de Milan, Modène, Ferrare, Bologne et de la Romagne ; il changea le gouvernement oligarchique de Gènes, remplaça son ancienne dénomination de République de Gènes par celle de République Ligurienne, et l'installa sur des bases démocratiques. Pour résumer les exploits du héros et de son armée, nous transcrivons l'inscription placée sur un drapeau que les deux Conseils décernèrent aux troupes d'Italie. — Cent cinquante mille prisonniers. — Cent soixante-dix drapeaux enlevés aux ennemis. — Cinq cent cinquante pièces de siège. — Six cents pièces de campagne. — Cinq équipages de pont. — Neuf vaisseaux de 64 canons. — Douze frégates de 52. — Douze corvettes, dix-huit galères. — Armistice avec le roi de Sardaigne. — Convention avec Gènes. — Armistice avec le roi de Modène, le roi de Naples, le pape. — Préliminaires de Léoben. — Donné la liberté aux peuples de Bologne, de Ferrare, Modène, Massa Carrara, de la Romagne, de la Lombardie, aux peuples du département de Corcyre, de la mer

Égée, d'Ithaque. — Envoyé à Paris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrège, d'Albane, des Carrache, de Raphaël, de Léonard de Vinci, etc., etc.....

Si la France était triomphante au dehors, grâce au courage des républicains qui composaient ses armées, par compensation elle était languissante au dedans et déchirée par des factions. Aux bandes de chouans domptées par le général Hoche avaient succédé les compagnies de Jésus et du Soleil, les compagnies de chauffeurs, toutes composées de paysans fanatiques et commandées par des prêtres, par des nobles ou par des jésuites. N'osant plus affronter les troupes républicaines, les royalistes s'étaient faits voleurs et assassins; ils n'attaquaient plus au grand jour, ils se glissaient la nuit dans les habitations occupées par les acquéreurs des biens d'émigrés, tuaient les domestiques, garrottaient les maîtres et leur brûlaient les pieds jusqu'à ce que la douleur les eût contraints de découvrir l'endroit où se trouvait leur argent. L'influence monarchiste avait fait de tels progrès, que dans les Conseils les députés démocrates ne pouvaient élever la voix contre les auteurs de ces atrocités sans exciter les clameurs forcées des partisans de la famille déchue. Bientôt même les contre-révolutionnaires se trouvèrent assez puissants pour faire entrer au directoire, en remplacement de Letourneur, un monarchiste nommé Barthélemy.

Le nouveau Directeur se rallia à Pichegru, qui était à Paris, réorganisa le club de Clichy, enrôla cinq ou six mille émigrés rentrés en France, et marcha tête levée à une réaction royaliste.

Un grand nombre de conventionnels de l'ancienne faction des girondins vinrent grossir les rangs des conjurés, ainsi que plusieurs journalistes stipendiés par l'Angleterre; Barras lui-même songea à entrer dans le complot, et fit proposer au comte de Provence son concours, moyennant le paiement d'une somme de douze millions, l'assurance du pardon pour son vote régicide et la conservation de ses anciens titres féodaux. Mais soit que les garanties offertes par le prince ne lui eussent pas paru satisfaisantes, soit qu'il eût été effrayé des menaces du général Bonaparte, qui avait écrit d'Italie au Directoire qu'à la première nouvelle d'une contre-révolution il marcherait sur Paris, Barras rompit les négociations commencées, et s'occupa des moyens de faire tourner à son profit la conspiration, en lui donnant des proportions gigantesques et en enveloppant dans la proscription son collègue Carnot, dont la sévère probité était un obstacle continuel à ses déprédations. Il s'entendit à cet effet avec Rewbell et la Réveil-lère-Lépaux, et prit immédiatement ses dispositions pour assurer le coup d'état qu'il méditait.

Le 18 fructidor de l'an V, 4 septembre 1797, à trois heures du matin, le canon donna le signal; les troupes qui avaient été mises sous le commandement d'Augereau vinrent occuper le jardin des Tuileries, les ponts, les quais, et interceptèrent toute communication entre les deux rives de la Seine. Au point du jour les Conseils furent investis; la commission des inspecteurs du Conseil des Cinq-Cents et de celui des Anciens furent arrêtées, ainsi que Pichegru et le directeur Barthélemy: Carnot, que l'infâme Barras avait résolu d'envelopper dans l'affaire, parvint à s'échapper. Ensuite le

triumvirat Rewbell, la Réveillère-Lépaux et Barras, profita de la terreur qu'il inspirait aux députés, fit nommer une commission extraordinaire pour juger ceux qu'il avait fait arrêter. Cinquante-trois représentants de l'un et de l'autre Conseil, les deux directeurs Barthélemy et Carnot; plusieurs personnes, les unes coupables, les autres innocentes, et quelques journalistes, furent condamnés à la déportation. Barras parvint ainsi à éloigner les hommes dont les vertus le gênaient, et qui, à l'exemple de Carnot, ne voulaient point transiger avec leur conscience.

Ce coup d'état terminé, le parti triomphant s'occupa d'affermir son autorité : pour se rallier les royalistes, il commença par faire mettre en liberté les duchesses d'Orléans, de Bourbon, et le prince de Conti; il les fit conduire hors du territoire, et leur alloua une pension de 100,000 livres pour la duchesse d'Orléans, et une de 50,000 pour la duchesse de Bourbon et le prince de Conti; puis le Directoire chercha à se rattacher les anciens girondins en faisant nommer deux membres de cette faction, Merlin de Douai et Neufchâteau, en remplacement des directeurs révoqués. Quant aux chefs de l'armée dont il redoutait l'ambition, il suivit à leur égard une politique toute différente : au lieu de témoigner de la reconnaissance aux généraux qui l'avaient aidé soit de leur concours actif, soit de leur concours moral, il chercha à les arrêter dans leur carrière militaire.

En cela, Barras et ses collègues commirent une faute énorme; car il était souverainement impolitique d'affronter l'opinion de la France et de condamner à l'inaction des hommes qui s'étaient couverts de gloire et qui avaient rendu

d'éminents services à la patrie. Moreau fut réformé, quoiqu'il eût dénoncé Pichegru et contribué à éclairer le gouvernement sur le plan de la conjuration; Bernadotte fut jeté malgré lui dans la carrière diplomatique, et un peu plus tard le vainqueur de l'Italie fut envoyé en Égypte, dans le secret espoir que sa fortune échouerait sur ces plages lointaines.

Bonaparte, après la paix de Campo-Formio conclue avec François II, était revenu à Paris, apportant lui-même le traité en vertu duquel l'empereur d'Allemagne abandonnait à la République ses droits sur les Pays-Bas, et consentait à la cession de tout le littoral de la rive gauche du Rhin, depuis Bâle jusqu'au confluent de la Nèthe, ainsi qu'à l'occupation de la ville de Mayence. Le jeune général avait été accueilli avec un enthousiasme extraordinaire : les populations s'étaient portées à sa rencontre; il avait été applaudi dans les spectacles, loué à la tribune, recherché par les membres les plus influents des Conseils; on avait frappé des médailles en son honneur, on lui avait offert des banquets, on l'avait reçu à l'Institut en remplacement de Carnot. C'était plus qu'il n'en fallait pour offusquer cinq magistrats sans renommée, sans mérite, sans popularité; le Directoire lui enleva le commandement en chef de l'armée d'Italie, nomma Berthier pour le remplacer et le laissa sans emploi, sous prétexte de le réserver pour une expédition contre l'Angleterre. Mais comme les préparatifs d'une descente sur les côtes de la Grande-Bretagne traînaient en longueur, les directeurs se déterminèrent à éloigner de Paris un rival dangereux pour leur ambition, et organisèrent une expédition contre l'Égypte.

Trente-six mille hommes furent placés sous le comman-

dement de Bonaparte, ainsi que les généraux Kléber, Caffarelli, Reynier, Desaix, Lannes, Dumas, Murat, Davoust, Andréossy, Belliard, Menou, Zayonscheck, Dammartin et Berthier, qui avait été rappelé d'Italie.

L'escadre, qui était sous les ordres de l'amiral Brueys, appareilla le 24 prairial an VI, 12 juin 1798. Bonaparte enleva d'abord l'île de Malte, qui capitula presque sans résistance; et dix-neuf jours après avoir quitté les côtes de France il débarqua en Égypte. Dès le lendemain, il s'empara de la ville d'Alexandrie; Rosette éprouva bientôt le même sort; enfin il gagna la célèbre bataille des Pyramides, et fit son entrée dans la ville du Caire, capitale de l'Égypte. Alors, se croyant arrivé au terme de ses travaux, il songea à retourner en France et à se rapprocher du théâtre où il prévoyait qu'il devait jouer le premier rôle; mais le désastre d'Aboukir, en le privant du secours de la flotte, le contraignit à retarder l'exécution de ses projets et à demeurer en Orient.

Cette funeste bataille navale ouvrit la série de revers qui accablèrent la République. Les Anglais, exaltés par la victoire qu'ils avaient remportée, reprirent de l'audace, et organisèrent une coalition plus formidable qu'aucune de celles qui s'étaient levées contre la France. La Grande-Bretagne, la Russie, la Turquie, le Portugal, le royaume de Naples, l'Autriche, mirent sur pied des armées considérables et les placèrent sous le commandement de l'archiduc Charles et de Suwarow, qui passaient pour les plus habiles parmi les généraux ennemis. La France avait, du côté du Nord, pour résister à ces masses bien organisées et bien équipées trois corps d'armée qui s'élevaient en totalité à soixante et quel-

ques mille hommes, et du côté du Midi, cent seize mille soldats dispersés au milieu de populations fanatiques, toujours prêts à s'insurger, et répandus dans les états romains, en Toscane et en Piémont. En outre, la plupart des troupes étaient dans un état pitoyable; l'artillerie se trouvait presque dépourvue de munitions, la cavalerie mal montée. Mais ce qu'il y avait de plus déplorable, c'était le désordre qui régnait dans le gouvernement, par suite de l'impéritie et de l'imprévoyance du Directoire. Les institutions étaient bouleversées, les lois perverties, les finances épuisées, les coffres de la trésorerie à sec, et l'arriéré était incalculable; l'insurrection royaliste relevait la tête dans la Vendée; l'immoralité la plus grossière, affichée par les directeurs eux-mêmes, avait dépravé les mœurs; enfin la France était descendue au dernier degré de l'abjection politique et morale.

Au milieu de désastres sans nombre, de défaites, de trahisons, on atteignit l'époque du renouvellement du tiers des députés. Les élections se ressentirent du mécontentement général et firent entrer un grand nombre de républicains démocrates dans les deux Conseils. Dès ce moment, il se manifesta une opposition violente contre le Directoire. Chaque jour la tribune retentit de dénonciations contre les agents concussionnaires; contre Rewbell, qui venait tout nouvellement d'être remplacé dans son poste de directeur par Sieyès; contre l'ex-ministre Talleyrand de Périgord, le même qui, évêque d'Autun, avait célébré la messe du 14 juillet 1790, lors de la fête de la fédération, prêtre renégat, diplomate cauteleux, ambitieux, égoïste, spoliateur; contre Rapinat, commissaire infidèle de la République en Suisse, et contre